

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N° 2012-1038/ PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N° 2013-02/PRES/PM du 02 février 2013, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret N° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances ;

Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;

Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu la Loi N° 051-2012/AN du 8 novembre 2012 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2013 ;

Vu la loi N°021-2013/AN du 23 mai 2013 portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2013 ;

DECRETE

*Signature 0605
2013/2013*

Article 1: Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 6 du budget de l'Etat, gestion 2013, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Sec.	Chap.	Art.	Par.	Rub.	Libellés	Montant
99					Dépenses communes interministérielles	4 000 000 000
99	99302				<i>TRANSFERTS INTÉRIEURS</i>	4 000 000 000
		27			Transferts en capital	4 000 000 000
			273		Capital secteur productif privé	4 000 000 000
				1	Capital secteur productif privé	4 000 000 000

Article 2: les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances.

Article 3: le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

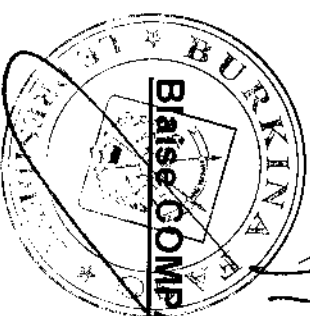
Ouagadougou, le 23 août 2013

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA



Baise COMPAGNE

Handwritten signature and date: 23/08/13

